

# ORGANISATION MONDIALE

## DU COMMERCE

G/L/718

16 novembre 2004

(04-4936)

---

### RAPPORT (2004) DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

#### A. GÉNÉRALITÉS

1. L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Le présent rapport couvre l'année 2004. Il traite des travaux entrepris par le Comité de l'évaluation en douane (le Comité) dans le cadre des objectifs de l'Accord, qui sont les suivants: assurer plus d'uniformité et de certitude dans la mise en œuvre des dispositions de l'article VII du GATT de 1994; établir un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises, qui exclut l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives; faire en sorte que la base de l'évaluation en douane des marchandises soit, dans la mesure du possible, la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer; et assurer des avantages supplémentaires au commerce international des pays en développement.

2. Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions formelles, le 8 mars (G/VAL/M/37) sous la présidence de M. Ivan Lee (Hong Kong, Chine) et le 25 octobre (G/VAL/M/38) sous la présidence de M. Robin Twyman (Royaume-Uni). À la réunion du 25 octobre, le Comité a élu M. Robin Twyman à la présidence pour 2004-2005.

3. Tous les Membres de l'OMC peuvent participer aux travaux du Comité. En outre, les gouvernements auxquels le Conseil général de l'OMC a accordé le statut d'observateur ont assisté aux réunions du Comité en qualité d'observateurs. À la réunion d'avril 1997, le Comité a accordé le statut d'observateur aux organisations qui avaient obtenu ce statut sur une base *ad hoc*, à savoir la CNUCED et l'OMD, ainsi qu'au Groupe ACP et à la BID. Le Comité a pris note du fait que la Banque mondiale et le FMI avaient le statut d'observateur en vertu des accords entre ces organisations et l'OMC.

4. Le règlement intérieur du Comité, approuvé par le Conseil du commerce des marchandises, figure dans le document G/L/146.

#### B. MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

5. Pendant la période considérée, aucun pays en développement Membre n'a continué de différer l'application de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 20:1. À la date de distribution du présent rapport, aucun Membre ne maintient de prorogation du délai d'application conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III. Le Comité est convenu que les textes des législations nationales de ces pays en développement Membres lui seraient communiqués avant que ces pays ne commencent à appliquer les dispositions de l'Accord (G/VAL/5, paragraphe B.2 ii)). En outre, à la date de distribution du présent rapport, quatre Membres maintiennent des réserves, ainsi qu'ils peuvent le faire au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III, en ce qui concerne les valeurs minimales ou en ce qui concerne les dispositions de l'article IX relatives aux dérogations (El Salvador, Guatemala, Sénégal et Sri Lanka).

6. À ce jour, 68 Membres ont notifié leur législation nationale concernant l'évaluation en douane (ce chiffre inclut les 14 Membres qui ont présenté des communications indiquant que leur législation, notifiée au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane du Tokyo Round, restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC, mais n'inclut pas les 25 membres des CE pris individuellement). Cinquante-cinq Membres n'ont pas encore présenté de notification (voir l'annexe).

C. ACTIVITÉS DU COMITÉ

7. À la réunion du 8 mars 2004:

Le Comité:

- a achevé l'examen de la législation du Chili. Il est convenu de revenir sur la législation douanière de l'Arménie, du Burkina Faso, de la Chine, du Pérou et de la Thaïlande ainsi que sur les modifications de la législation de l'Inde et de la Chine à sa réunion suivante;
- a pris note des renseignements figurant dans le document G/VAL/2/Rev.18, qui contient la liste des Membres ayant invoqué les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant le traitement spécial et différencié. Il a également pris note du document G/VAL/W/76/Add.7, qui contient un état mis à jour des prescriptions en matière de notification conformément aux décisions de prorogation et aux réserves concernant les valeurs minimales, et des notifications présentées au titre des décisions relatives aux prorogations de délai et aux réserves concernant les valeurs minimales;
- a noté que le délai était arrivé à expiration pour tous les pays en développement, qui devraient dorénavant tous appliquer l'Accord. La délégation du Rwanda, dont la demande de prorogation du délai était en suspens, a retiré cette demande du fait que son pays appliquait l'Accord depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004;
- a pris note des cinq documents contenant les examens annuels (G/VAL/W/29, G/VAL/W/43, G/VAL/W/77, G/VAL/W/89, G/VAL/W/108 et G/VAL/W/124) et est convenu de revenir sur ce point à la réunion suivante;
- est convenu de revenir à sa réunion suivante sur le point concernant les questions de l'Inde au sujet de certaines politiques des Communautés européennes en matière d'évaluation;
- il n'a toujours pas été pris de décision sur la question d'un nouvel examen de l'Accord sur l'inspection avant expédition et il a été convenu de revenir sur ce sujet à la réunion suivante;
- est convenu de revenir à la réunion suivante sur la question du paragraphe 8.3 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, aucun fait nouveau n'étant à signaler sur ce point;
- a pris note du fait que le Comité du commerce et du développement de l'OMC avait adopté le Plan d'assistance technique 2004 (figurant dans le document WT/COMTD/W/119/Rev.3) et a relevé par ailleurs qu'il fallait éviter de mener en parallèle deux exercices répétitifs. Toutefois, les Membres ont été encouragés à continuer d'informer le Comité sur les diverses activités d'assistance technique qu'ils menaient au niveau bilatéral ou autre;

- a pris note du rapport sur les travaux en cours du Comité technique.

8. À la réunion du 25 octobre 2004:

Le Comité:

- a élu M. Robin Twyman (Royaume-Uni) à sa présidence pour 2004-2005;
- a achevé l'examen des législations nationales du Paraguay, des Philippines et de la Tanzanie, et est convenu de reprendre l'examen des législations nationales de l'Arménie, du Burkina Faso, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, du Pérou et de la Thaïlande;
- a pris note des renseignements figurant dans le document G/VAL/2/Rev.19, qui contient la liste des Membres ayant invoqué les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant le traitement spécial et différencié. Il a également pris note du document G/VAL/W/76/Add.8, qui contient un état mis à jour des prescriptions en matière de notification conformément aux décisions de prorogation et aux réserves concernant les valeurs minimales, et des notifications présentées au titre des décisions relatives aux prorogations de délai et aux réserves concernant les valeurs minimales. Un débat a porté sur les obligations des Membres au titre de certaines décisions du Comité et sur les dérogations au titre de l'article IX autorisant des réserves concernant les valeurs minimales. Les Membres ont pris note avec intérêt des notifications présentées par le Guatemala, El Salvador et les Émirats arabes unis qui visaient à expliquer comment ils s'acquittaient de ces obligations. Des Membres ont demandé au Secrétariat de prendre contact avec tous les Membres auxquels étaient accordées des prorogations de délai ou qui maintenaient des réserves concernant les valeurs minimales afin de leur rappeler qu'il leur incombait de présenter des rapports d'activité au Comité;
- est convenu de reporter à une réunion ultérieure l'examen de la demande de Sri Lanka relative à une nouvelle prorogation de la réserve concernant les valeurs minimales, dans l'attente des résultats de consultations en cours entre Sri Lanka et les Membres intéressés;
- a procédé à l'examen transitoire prévu à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (G/VAL/57 et Corr.1);
- a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises;
- est convenu de revenir sur la question des politiques d'évaluation en douane des Communautés européennes en attendant l'examen par le Brésil des réponses des CE aux questions qu'il avait posées antérieurement;
- est convenu de revenir, à sa prochaine réunion, sur le point des quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième (G/VAL/W/136) examens annuels;
- est convenu de revenir, à sa réunion suivante, sur la question de l'examen prévu à l'article 6 de l'Accord sur l'inspection avant expédition;

- est convenu que le Président mènerait à bien des consultations informelles sur le paragraphe 8.3 de la Décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et reviendrait sur la question à sa prochaine réunion ou avant si les positions des Membres évoluaient;
- a pris note du rapport sur les travaux en cours du Comité technique.

**ANNEXE<sup>1</sup>**

**Notifications**

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Afrique du Sud	s.o.	VAL/1/Add.15 + Corr.1 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/ZAF	VAL/2/Rev.1/Add.13	
Albanie	s.o.	G/VAL/N/1/ALB/1		
Angola	s.o.			
Antigua-et-Barbuda	s.o.			
Argentine	G/VAL/N/1/ARG/1	VAL/1/Add.22 + Suppl.1-4 + Suppl.2/Rev.1	VAL/2/Rev.2/Add.4	
Arménie		G/VAL/N/1/ARM/1	G/VAL/N/2/ARM/1	
Australie	G/VAL/N/1/AUS/1	VAL/1/Add.14 + Suppl.1-4 G/VAL/N/1/AUS/2	VAL/2/Rev.1/Add.12 + Suppl.1	
Bahreïn	s.o.			
Bangladesh	s.o.			
Barbade	s.o.			
Belize	s.o.			
Bénin	s.o.			
Bolivie	s.o.	G/VAL/N/1/BOL/1		
Botswana		VAL/1/Add.16		
Brésil	G/VAL/N/1/BRA/1	VAL/1/Add.20 + Suppl.1 G/VAL/N/1/BRA/2 et 3	VAL/2/Rev.2/Add.3	
Brunéi Darussalam	s.o.	G/VAL/N/1/BRN/1	G/VAL/N/2/BRN/1	
Bulgarie	s.o.	G/VAL/N/1/BGR/1	G/VAL/N/2/BGR/1	
Burkina Faso	s.o.	G/VAL/N/1/BFA/1		
Burundi	s.o.			
Cambodge	s.o.			
Cameroun	s.o.			
Canada	G/VAL/N/1/CAN/1	VAL/1/Add.17 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/CAN/2	VAL/2/Rev.1/Add.14 G/VAL/N/2/CAN/1	
Chili	s.o.			
Chine	s.o.	G/VAL/N/1/CHN/1, 2, 3 et 4	G/VAL/N/2/CHN/1	
Colombie	s.o.	G/VAL/N/1/COL/1	G/VAL/N/2/COL/1	
Communautés européennes	G/VAL/N/1/EEC/1	VAL/1/Add.2 + Suppl.1-13 + Suppl.1 G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.6	

<sup>1</sup> Les documents dont la cote commence par "VAL" sont des documents du Tokyo Round. Le tableau rend compte de la situation à la date de distribution du présent rapport.

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Congo	s.o.			
Corée	G/VAL/N/1/KOR/1	VAL/1/Add.19 + Suppl.1-4 + Suppl.3/Corr.1 G/VAL/N/1/KOR/2	VAL/2/Rev.2/Add.1 + Suppl.1	
Costa Rica	s.o.	G/VAL/N/1/CRI/1	G/VAL/N/2/CRI/1	
Côte d'Ivoire	s.o.	G/VAL/N/1/CI/1		
Croatie	s.o.	G/VAL/N/1/HRV/1	G/VAL/N/2/HRV/1	
Cuba	s.o.	G/VAL/N/1/CUB/1	G/VAL/N/2/CUB/1	
Djibouti	s.o.			
Dominique	s.o.	G/VAL/N/1/DMA/1		
Égypte	s.o.			
El Salvador	s.o.			
Émirats arabes unis	s.o.			
Équateur	s.o.			
États-Unis	G/VAL/N/1/USA/1	VAL/1/Add.1 + Suppl.1-5	VAL/2/Rev.1/Add.1	
ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.			
Fidji	s.o.	G/VAL/N/1/FJI/1	G/VAL/N/2/FJI/1	
Gabon	s.o.	G/VAL/N/1/GAB/1		
Gambie	s.o.			
Géorgie	s.o.	G/VAL/N/1/GEO/1		
Ghana	s.o.			
Grenade	s.o.			
Guatemala	s.o.			
Guinée, Rép. de	s.o.			
Guinée-Bissau	s.o.			
Guyana	s.o.			
Haïti	s.o.			
Honduras	s.o.			
Hong Kong, Chine	G/VAL/N/1/HKG/1	VAL/1/Add.9	s.o.	
Îles Salomon	s.o.			
Inde	G/VAL/N/1/IND/1	VAL/1/Add.24 + Suppl.1 G/VAL/N/1/IND/2 et 3	VAL/2/Rev.2/Add.6 G/VAL/N/2/IND/1 + Corr.1	
Indonésie	s.o.	G/VAL/N/1/IDN/1	G/VAL/N/2/IDN/1 + Corr.1	
Islande	s.o.	G/VAL/N/1/ISL/1	G/VAL/N/2/ISL/1	
Israël	s.o.	G/VAL/N/1/ISR/1 + Corr.1	G/VAL/N/2/ISR/1	
Jamaïque	s.o.	G/VAL/N/1/JAM/1	G/VAL/N/2/JAM/1	

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Japon	G/VAL/N/1/JPN/1	VAL/1/Add.7	VAL/2/Rev.1/Add.8 G/VAL/N/2/JPN/1	
Jordanie	s.o.	G/VAL/N/1/JOR/1	G/VAL/N/2/JOR/1	
Kenya	s.o.	G/VAL/N/1/KEN/1	G/VAL/N/2/KEN/1	
Koweït	s.o.			
Lesotho		VAL/1/Add.21 + Suppl.1	VAL/2/Rev.2/Add.2	
Liechtenstein	s.o.	G/VAL/N/1/LIE/1	s.o.	
Macao, Chine	s.o.	G/VAL/N/1/MAC/1	s.o.	
Madagascar	s.o.	G/VAL/N/1/MDG/1		
Malaisie	s.o.	G/VAL/N/1/MYS/1	G/VAL/N/2/MYS/1	
Malawi	G/VAL/N/1/MWI/1	VAL/1/Add.27		
Maldives	s.o.			
Mali	s.o.			
Maroc	s.o.	G/VAL/N/1/MAR/1 et 2 G/VAL/N/1/MAR/1/Rev.1 + Corr.1	G/VAL/N/2/MAR/1 G/VAL/N/2/MAR/2	
Maurice	s.o.	G/VAL/N/1/MUS/1	G/VAL/N/2/MUS/1	
Mauritanie	s.o.			
Mexique	s.o.	VAL/1/Add.25 + Suppl.1-3 + Suppl.1/Rev.1 G/VAL/N/1/MEX/1	VAL/2/Rev.1/Add.10 VAL/2/Rev.2/Add.8 G/VAL/N/2/MEX/1 et Corr.1	
Moldova	s.o.	G/VAL/N/1/MDA/1	G/VAL/N/2/MDA/1	
Mongolie	s.o.			
Mozambique	s.o.			
Myanmar	s.o.			
Namibie	s.o.	G/VAL/N/1/NAM/1		
Népal	s.o.			
Nicaragua	s.o.			
Niger	s.o.			
Nigéria	s.o.			
Norvège	G/VAL/N/1/NOR/1	VAL/1/Add.11 + Corr.1 + Suppl.1-2	VAL/2/Rev.1/Add.7	
Nouvelle-Zélande	G/VAL/N/1/NZL/1	VAL/1/Add.12 + Suppl.1	VAL/2/Rev.1/Add.10	
Oman	s.o.	G/VAL/N/1/OMN/1	G/VAL/N/2/OMN/1	
Ouganda	s.o.			
Pakistan	s.o.	G/VAL/N/1/PAK/1		
Panama	s.o.	G/VAL/N/1/PAN/1	G/VAL/N/2/PAN/1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.			

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Paraguay	s.o.	G/VAL/N/1/PRY/1		
Pérou	s.o.			
Philippines	s.o.	G/VAL/N/1/PHL/1	G/VAL/N/2/PHL/1	
Qatar	s.o.			
République centrafricaine	s.o.			
République démocratique du Congo	s.o.			
République dominicaine	s.o.	G/VAL/N/1/DOM/1		
République kirghize	s.o.	G/VAL/N/1/KGZ/1	G/VAL/N/2/KGZ/1	
Roumanie	s.o.	VAL/1/Add.8 + Suppl.1-2 G/VAL/N/1/ROM/1 et 2	VAL/2/Rev.1/Add.9	
Rwanda	s.o.			
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.			
Sainte-Lucie	s.o.			
Sénégal	s.o.	G/VAL/N/1/SEN/1		
Sierra Leone	s.o.			
Singapour	s.o.	G/VAL/N/1/SGP/1	G/VAL/N/2/SGP/1	
Sri Lanka	s.o.			
Suisse	G/VAL/N/1/CHE/1	VAL/1/Add.5	s.o.	
Suriname	s.o.	G/VAL/N/1/SUR/1		
Swaziland	s.o.		G/VAL/N/2/SWZ/1	
Tanzanie	s.o.		G/VAL/N/2/TZA/1	
Tchad	s.o.			
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsuo (Taïpei chinois)	s.o.	G/VAL/N/1/TPKM/1	G/VAL/N/2/TPKM/1-2	
Thaïlande	s.o.	G/VAL/N/1/THA/1	G/VAL/N/2/THA/1	
Togo	s.o.			
Trinité-et-Tobago	s.o.	G/VAL/N/1/TTO/1	G/VAL/N/2/TTO/1	
Tunisie	s.o.	G/VAL/N/1/TUN/1		
Turquie	G/VAL/N/1/TUR/1	VAL/1/Add.29 G/VAL/N/1/TUR/2	G/VAL/N/2/TUR/1	
Uruguay	s.o.	G/VAL/N/1/URY/1	G/VAL/N/2/URY/1	



Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Venezuela, Rép. bolivarienne du	s.o.	G/VAL/N/1/VEN/1	G/VAL/N/2/VEN/1	
Zambie	s.o.	G/VAL/N/1/ZMB/1		
Zimbabwe	G/VAL/N/1/ZWE/1	VAL/1/Add.23	VAL/2/Rev.2/Add.5	
TOTAL		68 <sup>2</sup>	48	

---

<sup>2</sup> Ce total comprend les notifications des Membres qui ont indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (c'est-à-dire ceux figurant dans la première colonne du tableau) et celles qui ont été effectuées conformément à l'article 22 de l'Accord et à la Décision relative aux notifications (G/VAL/5).